



# FLASH DE CONJONCTURE

MAI 2020 - N°04/2020

## SYNTHESE

*L'activité économique nationale évolue dans un contexte international et intérieur marqué par des perturbations sur l'offre et la demande mondiale des biens et services consécutives à la mise en œuvre de mesures d'endiguement de la propagation de la maladie à coronavirus. Toutefois, elle profite de la poursuite de l'exécution des grands projets d'infrastructures.*

*Au niveau sectoriel, à fin mai 2020 et comparativement à la période correspondante de 2019, le secteur primaire enregistre une progression d'un grand nombre de cultures d'exportation, notamment la banane, le coton graine, le sucre, l'ananas et la noix de cajou. Au niveau du secondaire, la hausse enregistrée au premier trimestre 2020 dans l'activité industrielle devrait fléchir à fin mai 2020. Quant au secteur tertiaire, il reste sinistré par les conséquences des mesures de lutte contre la Covid-19 prises par le Gouvernement.*

*En moyenne sur la période sous revue, les prix à la consommation ont renchéri de 2,3%, en lien avec la hausse des prix des denrées alimentaires (+4,6%) et de ceux des produits non alimentaires (+1,3%).*

*Dans le secteur formel, l'effectif des salariés à fin mai 2020, enregistre une hausse de 1,7%, en glissement annuel, portée à la fois par les secteurs public (+4,6%) et privé (+0,9%). Cependant, sur les cinq premiers mois de l'année 2020, les créations d'emplois ont baissé de 3,1% comparativement à la même période de l'année précédente pour se situer à 40 462, en rapport avec le repli des embauches dans le secteur privé (-10,4%).*

*La situation des finances publiques est caractérisée par un repli des recettes totales et dons de 5,0% et une progression des dépenses totales et prêts nets de 3,5% par rapport aux niveaux à fin mai 2019. Il en est ressorti un solde budgétaire déficitaire de 428,5 milliards de FCFA.*

*S'agissant des échanges extérieurs hors biens exceptionnels, les exportations et les importations en valeur se sont contractées respectivement de 3,9% et 5,5%. Il découle de ces évolutions un excédent commercial de 616,8 milliards de FCFA contre 596,1 milliards de FCFA un an plus tôt. Les termes de l'échange s'améliorent de 6,9%, grâce à la hausse des prix à l'exportation, notamment celui du cacao fèves.*

*La masse monétaire connaît une expansion de 14,8% (+1 467,1 milliards de FCFA), en lien avec les améliorations des actifs extérieurs nets (+43,2% ; +875,0 milliards de FCFA), des créances sur l'économie de 7,4% (+519,4 milliards de FCFA) et des créances nettes sur l'Administration Centrale de 19,8% (487,1 milliards de FCFA).*

*L'activité boursière régionale a été marquée par une décrue continue des principaux indicateurs et par une préférence plus accrue des États pour les obligations sur le marché des titres.*

## CONTEXTE ECONOMIQUE

**L'activité économique mondiale** reste marquée par l'impact de la pandémie à coronavirus (COVID-19).

Après la Chine et l'Europe continentale, l'épicentre de la pandémie se situe aujourd'hui sur le continent américain,

Royaume-Uni et en Inde. La propagation du coronavirus s'accélère également en Afrique.

Par ailleurs, les pays qui ont amorcé leur déconfinement après avoir subi une première vague de la pandémie, redoutent la survenue d'une deuxième vague.

Dans l'ensemble, les mesures restrictives prises pour freiner la propagation du coronavirus ont perturbé l'offre et la demande de biens et services, ainsi que les échanges et les marchés financiers, plongeant l'économie mondiale dans une grave récession. Les pays les plus durement touchés sont ceux qui se caractérisent par une forte dépendance vis-à-vis du commerce mondial, du tourisme, des exportations de produits de base et des financements extérieurs.

Selon les premières estimations, au deuxième trimestre 2020 en rythme trimestriel, la production devrait chuter de 12% aux Etats-Unis, de 9,8% en Allemagne et de 20% en France.

Aussi, avec la certitude d'une persistance de la pandémie au-delà du mois de juin 2020, le Fonds Monétaire International (FMI) juge que la pandémie causera des dommages économiques beaucoup plus graves que prévu il y a deux mois. Dans ses perspectives de l'économie mondiale mises à jour le 24 juin 2020, l'institution monétaire internationale prévoit désormais une contraction du Produit Intérieur Brut (PIB) mondial de 4,9% en 2020, plus accentuée que la baisse de 3,0% annoncée au mois d'avril 2020. Le recul du PIB des pays avancés serait de 8,0% et celui des économies émergentes et en développement de 3,0%. L'Afrique

subsaharienne enregistrerait une baisse de son PIB de 3,2%.

Sur le marché des **matières premières**, en variation mensuelle, le cours moyen du pétrole brut se redresse (+58,9%) au mois de mai 2020, après être resté en repli depuis le début de l'année. Le pétrole profite de la reprise de l'activité industrielle dans certains grands pays consommateurs, notamment la Chine. Il en est de même des cours du cacao (+2,0%) et du coton (+6,3%) qui reprennent après avoir connu des contractions aux mois de mars et avril 2020.

Le cours de l'or maintient sa bonne progression observée depuis le début de l'année et croît de 2% au mois de mai 2020. Le métal précieux profite de son statut de valeur refuge. Quant au caoutchouc, son cours se stabilise après les replis enregistrés depuis le début de l'année en cours.

En revanche, le cours de l'huile de palme conserve sa tendance baissière observée depuis le mois de février 2020, avec une baisse mensuelle de 3,8% au mois de mai 2020.

En moyenne sur les cinq premiers mois de l'année, les cours du cacao (+7,7%), du café (+9,0%) et de l'or (+25,7%) progressent en glissement annuel, tandis que ceux du coton (-14,6%), du caoutchouc (-11,6%) et du pétrole brut (-40,0%) reculent sous l'effet de l'atonie de la demande mondiale du fait de la Covid-19.

Sur le **marché des changes**, comparé au mois précédent, l'euro s'est apprécié de 0,4% par rapport au dollar, au cours du mois de mai 2020. La monnaie européenne bénéficie de l'optimisme du marché, grâce à la perspective d'une sortie progressive d'une grande partie de l'Europe du

confinement, à la réouverture des frontières des Etats de l'Union et à l'adoption d'un plan de relance commun.

**Au plan national,** l'environnement économique est caractérisé par la poursuite de la réalisation des grands projets d'infrastructures publiques prévus dans le Plan National de Développement (PND) 2016-2020, la poursuite du PS-Gouv 2019-2020 et par le renforcement de la mise en œuvre du Plan de Riposte Sanitaire et du Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire (PSESH).

La riposte sanitaire totalise à fin mai 2020, neuf centres d'accueil et de dépistage volontaire construits sur les treize prévus pour le Grand Abidjan. De même, la capacité d'analyse en laboratoire et la disponibilité des médicaments ont été augmentées. Ces actions ont permis d'une part, d'identifier un plus grand nombre de personnes contaminées, à travers l'augmentation du nombre de prélèvements journaliers, et d'autre part, d'améliorer la prise en charge des malades.

En ce qui concerne, le PSESH, les Fonds de soutien aux grandes entreprises, aux PME, au secteur informel et le Fonds de solidarité mis en place par le Gouvernement ont contribué à soutenir les cibles. En effet, à fin mai 2020, trois grandes entreprises des secteurs du commerce, de l'industrie et des services ont bénéficié d'un montant de 1,132 milliards de FCFA tandis que 48

millions de FCFA ont été décaissés en faveur de cinq PME. S'agissant du secteur informel, ce sont 2 269 opérateurs qui ont bénéficié d'un montant de 600 millions de FCFA sous forme de subventions allant de 200 000 FCFA à 300 000 FCFA. Quant au Fonds de solidarité, il devrait permettre à 20 326 personnes ayant perdu leurs emplois ou en situation de chômage technique de bénéficier d'un appui de 4,4 milliards de FCFA sous forme de transfert financier par catégorie durant une période de deux mois. En outre, le Gouvernement a pris en charge, le paiement des factures d'électricité d'environ 5 millions de ménages à faible revenu abonnés au tarif social de l'électricité.

Concernant les filières agricoles, le Gouvernement a décidé d'un soutien immédiat de 150,8 milliards de FCFA sur les 300 milliards de FCFA prévus en faveur de l'agriculture. Au niveau de l'agriculture d'exportation, cet appui a été orienté vers les filières coton (5,56 milliards de FCFA), anacarde (35 milliards de FCFA), hévéa (24,98 milliards de FCFA) et palmier à huile (3,5 milliards de FCFA). Quant à l'agriculture vivrière, elle bénéficiera d'une subvention de 33,22 milliards de FCFA dont 12 milliards de FCFA pour la filière riz, 16,82 milliards de FCFA pour les autres cultures vivrières et 4,4 milliards de FCFA pour améliorer la mise en marché des produits.

*Réalisations sectorielles à fin mai 2020 comparées à celles à fin mai 2019, sauf indication contraire.  
Valeurs en FCFA*

## Secteur réel

L'activité économique enregistre une évolution contrastée des différents secteurs

à fin mai 2020. En effet, alors que le secteur primaire connaît une hausse d'un grand

nombre de spéculations et que le secteur secondaire se maintient en hausse, en dépit d'un ralentissement, le secteur tertiaire connaît une baisse d'activité en relation avec les mesures de lutte contre la crise sanitaire.

### Secteur primaire

Le secteur primaire est marqué par une évolution positive d'un grand nombre de spéculations en moyenne sur les cinq premiers mois de l'année 2020. Il s'agit notamment du coton graine, du sucre, de la banane, de l'ananas et de la noix de cajou.

Par contre, la production cacaoyère devrait afficher un recul, au regard de la contraction de 5,7% des quantités exportées de cacao fèves.

De façon spécifique, le mois de mai 2020 enregistre une reprise de la commercialisation des noix de cajou favorisée par la mise en œuvre de la politique de soutien du prix au producteur, à hauteur de 200 Fcfa/kg, adoptée par le Gouvernement dans un contexte de chute des prix internationaux.

Par ailleurs, la crise sanitaire continue d'impacter le secteur primaire à travers des difficultés d'exportation et la baisse des cours mondiaux. Ces facteurs ont une incidence négative sur le revenu des producteurs. Cependant, l'appui de 300 milliards prévu par le Gouvernement devrait atténuer cette incidence.

Tableau 1 : Principales productions de l'agriculture d'exportation

(En tonnes)	5mois 2019	5 mois 2020	Variation (%)
Noix de cajou	455 071,2	564 795,0	24,1
Ananas	19 881,3	22 631,6	13,8
Banane dessert	198 330,5	233 833,2	17,9
Coton graine	360 073,5	368 026,1	2,2
Sucre	112 662,9	114 327,2	1,5

Sources : DGE, OPA, MINADER

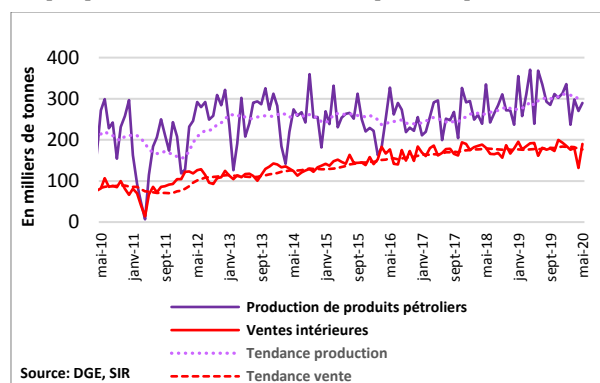
### Secteur secondaire

Au premier trimestre 2020, l'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI) a progressé de 3,1%, en décélération cependant, comparativement à l'augmentation de 4,7% enregistrée à fin février 2020. Il est porté par la hausse des « industries extractives » (+5,4%), des « industries manufacturières » (+1,9%) et des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+5,4%).

Cependant, à fin mai 2020, la dynamique des industries manufacturières pourrait ralentir ou même s'inverser, au regard de la baisse des exportations des produits transformés de 5,3% en volume et de 4,4% en valeur.

La production de produits pétroliers continue de subir les effets des mesures de restriction de déplacements. Elle reflue de 6,7% à fin mai 2020 du fait de la baisse de la consommation nationale (-8,3%) et des exportations (-15,6%). Cependant, comparativement à la contraction de 12,2% enregistrée à fin avril 2020, la situation s'améliore grâce à un accroissement de 21,2% enregistré au mois de mai, en glissement annuel.

Graphique 1 : Production et vente de produits pétroliers



L'activité extractive devrait maintenir sa bonne orientation, en dépit du repli de la

production de pétrole brut et de l'atonie de la production de gaz naturel, grâce à l'accroissement de l'activité dans la division « extraction de minerais métalliques ». Il s'agit spécifiquement de la hausse des productions d'or (+27,5%), de manganèse (+17,6%), de nickel (+169,1%) ainsi que de l'entrée en production de la bauxite avec 130 918,4 tonnes extraites à fin mai 2020.

S'agissant de l'indicateur avancé des BTP, il s'accroît en moyenne de 16,0% sur le premier trimestre 2020. Cette tendance devrait se poursuivre à fin mai 2020, au regard de la hausse des importations de clinker (+4,3%). Le BTP bénéficie de la poursuite des grands projets d'infrastructures.

### Secteur tertiaire

L'activité dans le secteur tertiaire continue de se dégrader au mois de mai 2020, excepté les télécommunications. L'Indice du chiffre d'affaires du commerce de détail se contracte de 19,7% en glissement annuel après un recul de 13,3% le mois précédent. Le nombre de passagers commerciaux a été quasiment nul dans le transport aérien, en repli de 98,5% comparé à la période correspondante de 2019. A l'inverse, le trafic de marchandises dans le transport ferroviaire (+0,3%) se redresse après les replis enregistrés les trois mois précédents.

Au total, au terme des cinq premiers mois de l'année 2020, l'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) du commerce de détail fléchit de 5,3%. De même, le nombre de passagers commerciaux dans le transport aérien et le trafic de marchandises dans le transport

ferroviaire se contractent respectivement de 48,7% et 6,3%.

Le transport routier serait en recul de 4,7%, au regard de l'évolution de la consommation des carburants « super » et « gasoil », et le trafic global de marchandises dans le maritime devrait se maintenir en baisse, tout comme à fin avril 2020 (-12,8%).

De même, les secteurs de l'hébergement et de la restauration ainsi que les activités de plaisance sont fortement affectés par la crise sanitaire.

Cependant, le secteur des télécommunications enregistre sur les quatre premiers mois de l'année 2020, une bonne performance caractérisée par la progression aussi bien du volume de communication (+59,1%) que du chiffre d'affaires (+5,9%).

### Prix à la consommation

Les prix à la consommation (IHPC) subissent une augmentation de 2,3% en glissement annuel au mois de mai 2020. Ce renchérissement des prix provient aussi bien des produits comestibles<sup>1</sup> (+3,5%) que de ceux des produits non comestibles (+1,7%). La hausse des prix a concerné davantage les « légumes frais » (+13,0%), les « fruits » (+12,4%), les « tubercules et plantains » (+28,0%) ainsi que les « céréales non transformées » (+3,1%).

En moyenne sur les cinq premiers mois de l'année 2020, l'indice des prix à la consommation croît de 2,3%, sous l'effet de l'augmentation des prix des produits comestibles (+4,6%) et des produits non comestibles (+1,3%).

<sup>1</sup> Il s'agit des branches « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » et « Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants »

Les mesures de plafonnement de prix des produits de grande consommation adoptées par le Gouvernement ont permis de limiter l'envolée des prix dans le contexte de la crise sanitaire à coronavirus.

## Emploi

Le marché de l'emploi formel a enregistré à fin mai 2020 un accroissement de 1,7% provenant d'une hausse simultanée des emplois dans le secteur public (+4,6%) et dans le secteur privé (+0,9%).

Cependant, les créations brutes d'emplois sont en régression de 3,1% par rapport à mai 2019. Elles s'établissent à 40 462 au terme des cinq premiers mois de l'année contre 41 778 un an auparavant. Cette baisse tire sa source du recul des nouvelles immatriculations (-10,4%) et de la hausse des cessations d'activité (+3,4%) dans le secteur privé.

Au niveau de l'emploi informel, les effets des mesures de lutte contre le Covid-19 se font ressentir avec des pertes d'emplois qui ont concerné 420 275 Unités de Productions Informelles selon l'étude « Impact de la Covid-19 sur le secteur informel ».

## Finances publiques

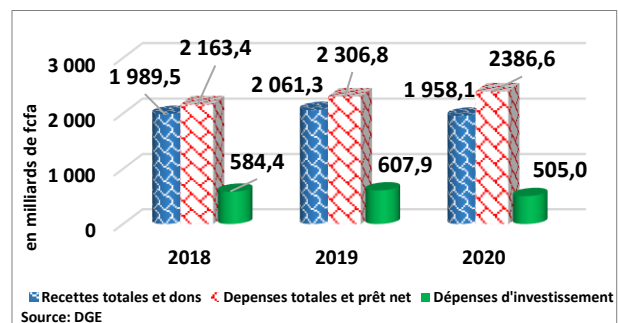
La situation des finances publiques à fin mai 2020 est caractérisée par un recul de 5,0% (-103,2 milliards) des recettes totales et dons pour s'établir à 1 958,1 milliards. Cette baisse est essentiellement imputable aux replis des recettes fiscales (-29,4 milliards) et des recettes non fiscales (-26,1 milliards).

Les recettes fiscales subissent une moindre mobilisation du « Bénéfice Industriel et Commercial des secteurs pétrole et gaz » (-12,5 milliards) et de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) (-7,6 milliards). Quant aux

recettes non fiscales, elles sont affectées par la baisse des cotisations de sécurité sociale (-16,3 milliards).

Les dépenses totales et prêts nets ont été exécutés à hauteur de 2 386,6 milliards, en hausse de 3,5% (+79,8 milliards). Cette progression s'explique par une augmentation des dépenses de personnel (+34,7 milliards), des subventions et autres transferts (+131,0 milliards) ainsi que des dépenses de sécurité (+79,1 milliards). La forte augmentation des subventions et autres transferts est en lien avec la mise en œuvre du Plan de Soutien Economique Social et Humanitaire.

Graphique 2 : Evolution des principaux agrégats des finances publiques à fin mai



Le recours au marché monétaire et financier à hauteur de 1 167,4 milliards a permis de financer le déficit budgétaire de 428,5 milliards ainsi que les échéances du capital de la dette publique due. Ces émissions comprennent 770,5 milliards de bons de trésorerie, 170,2 milliards d'emprunts obligataires, 173,1 milliards d'obligations de trésor et 53,6 milliards de bons de trésor.

## Echanges extérieurs

Au mois de mai 2020, le commerce extérieur hors biens exceptionnels est marqué en valeur, par une régression, en glissement annuel, des exportations et des importations de biens de 20,6% et 7,1% respectivement.

Ainsi, au terme des cinq premiers mois de l'année 2020, les importations de biens en valeur plongent de 5,5%, sous l'effet de la contraction des prix de 4,6% et du volume de 1,0%. Les exportations baissent également de 3,9% du fait du reflux du volume de 5,8% alors que les prix augmentent de 2,0% grâce notamment à la bonne tenue des prix du cacao fève.

Le repli des exportations provient de la contraction des ventes en valeur des *produits primaires* (-4,7%) et des *produits transformés* (-4,4%), tandis que celles de *produits miniers* restent stables. Les produits accusant les plus forts reculs sont la noix de cajou (-20,8%), le coton masse (-45,1%), le pétrole brut (-48,7%) et les « produits pétroliers autre que le pétrole brut » (-15,1%).

Quant aux **importations** en valeur, elles subissent la baisse des achats de **biens de consommation** (-14,2%) provoquée par le recul des achats de riz (-40,8%) et de « produits pétroliers autres que le pétrole brut » (-42,7%). Par contre, les acquisitions de **biens d'équipement** (+5,8%) et de **biens intermédiaires** (+1,1%) augmentent, bénéficiant respectivement des achats de machines électriques (+31,1%) et de pétrole brut (+17,3%).

Il résulte de ces évolutions un excédent commercial hors biens exceptionnels de 616,8 milliards contre 596,1 milliards à la même période de l'année 2019 et une amélioration des termes de l'échange de 6,9%.

### Situation monétaire et financière

La situation monétaire et financière est caractérisée, sur la période sous revue, par l'embellie du financement intérieur, le

dynamisme du marché obligataire et la poursuite de la baisse des indices boursiers.

### Situation monétaire

La masse monétaire au sens large (M2) connaît une expansion de 14,8% (+1 467,1 milliards), sous l'effet de la hausse des créances sur l'économie de 7,4% (+519,4 milliards), des créances nettes sur l'Administration Centrale de 19,8% (487,1 milliards) et des actifs extérieurs nets de 43,2% (+875,0 milliards).

S'agissant des activités bancaires, en dépit de la crise sanitaire, le montant global des crédits ordinaires progresse de 7,9% (+31,2 milliards) en glissement annuel au mois de mai 2020. Cette hausse est attribuable aux crédits de trésorerie (+25,8 milliards), aux crédits d'équipement (+4,0 milliards), aux crédits à l'exportation (+3,8 milliards) et aux crédits destinés à diverses utilisations (+17,7 milliards). Elle est atténuée par la baisse des crédits à la consommation (-19,3 milliards).

Aussi, sur les cinq premiers mois de l'année 2020, les montants cumulés des crédits ordinaires affichent un accroissement de 10,5% (+207,4 milliards), tandis que ceux des escomptes d'effets de commerce et des dépôts replient respectivement de 3,0% (-12,9 milliards) et 4,7% (-38,1 milliards) comparés à leurs niveaux à fin mai 2019.

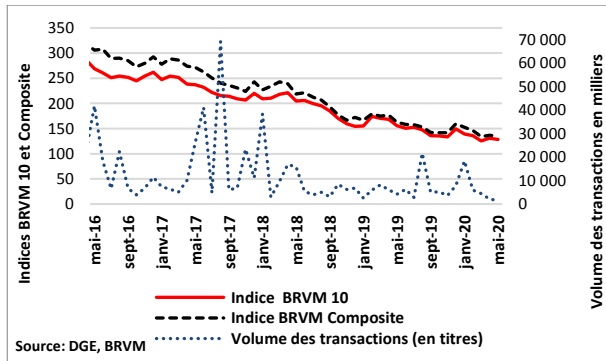
### Marché boursier

L'activité boursière de l'UEMOA est marquée par une décrue continue des principaux indicateurs et par une préférence pour le marché obligataire.

Au mois de mai 2020, les indices BRVM 10 et BRVM composite enregistrent

respectivement des replis de 2,0% et 1,3% en variation mensuelle.

Graphique 3 : Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



En moyenne sur les cinq premiers mois de l'année 2020, les indices BRVM 10 et BRVM composite se contractent respectivement de 20,0% et de 18,1% en glissement annuel. Ce recul est induit par les contreperformances enregistrées au niveau de la plupart des branches, notamment « Agriculture » (-32,0%), « Industrie » (-29,3%) et « Service public » (-23,3%). Concernant la capitalisation boursière, elle s'affiche en hausse de 7,5%, sous l'effet conjugué d'un accroissement du marché des obligations de 39,5% et d'un retrait du marché des actions de 16,4%. Par ailleurs, le volume et la valeur transigés augmentent respectivement de 20,3% et de 10,2%.

**En conclusion,** l'impact de la récession mondiale et des mesures restrictives mises en œuvre au plan national pour freiner la propagation de la Covid-19 altère la dynamique du secteur tertiaire. Le secteur primaire reste quant à lui confronté à la baisse des cours des matières premières tandis que la progression du secteur secondaire marque le pas, notamment dans l'industrie manufacturière.

Le secteur bancaire est exposé à la multiplication des créances douteuses et le

secteur extérieur pourrait pâtir de la réduction des cours des matières premières d'exportations ainsi que des difficultés de commercialisation de certaines spéculations.

Le ralentissement de l'activité économique induit des manques à gagner au niveau des finances publiques dans un contexte de besoins de ressources pour la mise en œuvre des Plans de Riposte Sanitaire Economique, Social et Humanitaire. Toutefois, le déficit budgétaire est finançable grâce au recours au marché intérieur et aux appuis budgétaires.

L'efficacité de la mise en œuvre du PSESH adopté par le Gouvernement devrait atténuer l'impact de la pandémie sur l'économie ivoirienne et permettre une relance rapide post crise.



# Tableau de bord

	Oct.-19	Nov.-19	Déc.-19	Janv.-20	Févr.-20	Mars-20	Avril-20	Mai-20	Variations en glissement (Cumul de la période)
<b>INTERNATIONAL</b>									
Cours du Pétrole brut	-26,3%	-2,3%	18,9%	7,1%	-13,0%	-51,7%	-74,0%	-58,7%	-40,0%
Cours du Cacao	14,1%	15,3%	10,7%	15,0%	20,4%	6,3%	-2,6%	0,03%	7,7%
Cours de l'euro par rapport au dollar	-3,8%	-2,8%	-2,4%	-2,8%	-3,9%	-2,1%	-3,3%	-2,5%	-2,9%
<b>ACTIVITE NATIONALE</b>									
<b>Primaire</b>									
<b>Agriculture d'exportation</b>									
Cacao	nc	nc	2,5%	nc	nc	-7,1%	nc	nc	nc
Café	nc	nc	0,0%	nc	nc	-2,8%	nc	nc	nc
Coton graine	nc	nc	12,4%	7,0%	12,1%	-7,7%	8,6%	-55,1%	2,2%
Noix de cajou	-45,1%	-90,8%	-100,0%	nc	nc	-5,7%	-11,5%	118,2%	24,1%
<b>Secondaire</b>									
IHPI global	nd	nd	nd	4,74%	4,66%	-0,7%	nd	nd	nc
IHPI hors extraction	nd	nd	nd	3,4%	2,8%	-0,2%	nd	nd	nc
<i>Industrie manufacturière</i>	nd	nd	nd	3,4%	1,9%	-0,7%	nd	nd	nc
<i>Electricité, gaz</i>	nd	nd	nd	2,9%	10,3%	3,8%	nd	nd	nc
BTP	nd	nd	nd	15,2%	10,4%	23,0%	nd	nd	nc
Production d'électricité	3,1%	9,8%	11,7%	3,1%	11,6%	3,8%	nd	nd	nc
Production de produits pétroliers	14,5%	11,1%	32,2%	-5,4%	-8,2%	-4,0%	-28,5%	21,2%	-6,7%
Pétrole brut	-2,6%	-13,5%	-22,6%	-19,8%	-20,6%	-34,6%	nd	nd	nc
Gaz naturel	18,9%	14,5%	15,0%	1,8%	7,3%	-68,5%	nd	nd	nc
<b>Tertiaire</b>									
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)	3,1%	-1,4%	2,0%	1,7%	3,3%	3,6%	-13,3%	-19,7%	-5,3%
Trafic global maritime	1,1%	41,6%	-17,0%	-25,2%	15,5%	-5,7%	nd	nd	nc
Total voyageurs aérien	2,6%	4,6%	0,9%	-1,0%	5,3%	-45,8%	-98,7%	-98,5%	-48,7%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	10,3%	-1,8%	-2,4%	1,3%	-6,6%	-19,4%	-6,3%	0,3%	-6,3%
<b>Echanges extérieurs<sup>2</sup></b>									
Exportation en volume	10,7%	26,4%	28,5%	-12,0%	-6,0%	-25,2%	13,6%	-16,6%	-10,8%
Importation en volume	-13,1%	-8,0%	-20,0%	4,6%	0,8%	1,4%	-16,9%	-4,0%	-3,2%
Exportation en valeur	4,9%	4,7%	20,0%	21,3%	0,8%	-7,8%	-13,6%	-20,6%	-3,9%
Importation en valeur	-3,7%	-10,8%	-13,4%	-6,9%	-6,5%	-4,3%	-2,9%	-7,1%	-5,5%
Solde commercial <sup>3</sup>	34,8	269,3	285,0	241,4	201,6	204,2	-28,2	-3,4	616,8
<b>Financement</b>									
Masse Monétaire (M2)	8,6%	10,2%	10,8%	11,6%	10,9%	11,4%	11,7%	14,8%	14,8%
Actifs Extérieurs Nets	2,2%	14,4%	22,9%	40,7%	36,5%	31,2%	53,2%	43,2%	43,2%
Créances intérieures	12,4%	12,8%	9,6%	6,3%	4,9%	8,3%	6,8%	10,7%	10,7%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	31,4%	27,5%	20,4%	17,2%	21,6%	20,7%	17,5%	19,8%	19,8%
Créances sur l'économie	6,3%	8,1%	6,1%	2,7%	-0,8%	4,0%	3,1%	7,4%	7,4%
BRVM composite	-20,1%	-14,9%	-7,5%	-8,3%	-18,5%	-23,2%	-22,6%	-17,1%	-18,1%
<b>Finances publiques</b>									
Recettes totales & Dons	13,1%	12,9%	7,9%	10,9%	4,0%	1,0%	-18,6%	-15,7%	-5,0%
Dépenses totales & Prêts nets	2,1%	23,8%	-19,1%	-0,5%	-22,1%	25,7%	-10,8%	27,8%	3,5%
Investissement public	-37,8%	9,8%	-19,8%	-30,9%	-39,9%	11,4%	-65,2%	98,3%	-18,7%
Solde budgétaire global (niveau en milliards)	-16,07	-150,30	-24,78	136,93	-24,84	-248,65	-83,81	-208,2	-428,5
<b>Prix à la consommation</b>									
Indice harmonisé des prix à la consommation	0,3%	1,2%	1,6%	2,0%	2,6%	2,4%	2,3%	2,3%	2,3%
Indice des biens alimentaires	0,6%	2,4%	3,5%	3,8%	5,4%	5,7%	5,6%	3,6%	4,8%
IHPC hors biens alimentaires	0,2%	0,8%	0,8%	1,2%	1,4%	1,1%	0,9%	1,7%	1,3%
<b>Emploi</b>									
Salariés secteur formel	2,4%	3,1%	2,7%	2,9%	2,4%	3,0%	1,2%	1,7%	1,7%
Salariés secteur formel privé	2,4%	3,0%	2,2%	2,4%	1,8%	0,5%	0,3%	0,9%	0,9%

Direction Générale de l'Economie  
 Direction des Prévisions, des Politiques  
 et des Statistiques Economiques (DPPSE)  
 Tel: (+225)20200958 - 04 BP 650 Abidjan 04

Pour en savoir plus :  
 Sous-Direction de la Conjoncture  
 Email : [sd.c.dppse@dge.gouv.ci](mailto:sd.c.dppse@dge.gouv.ci)  
 Tel : +(225)20200924/20200925

<sup>2</sup> Hors biens exceptionnels  
<sup>3</sup> En milliards de FCFA